



AVIS D'APPEL A CANDIDATURE
N° 002 /AC/PR/MINMAP/CCE-BTP DU 19 JUL 2023
EN VUE DE LA CATEGORISATION DES ENTREPRISES RELEVANT DU
SOUS-SECTEUR « BATIMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS »

1. Contexte.

Le système Camerounais des Marchés Publics a connu une réforme en 2018 matérialisée par le décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 du Président de la République portant Code des Marchés Publics. Ce texte apporte plusieurs innovations à l'instar de la possibilité offerte à un Maître d'Ouvrage ou un Maître d'Ouvrage Délégué de réserver l'accès de certains marchés aux entreprises du secteur des bâtiments et des travaux publics d'une certaine catégorie.

Y faisant suite, les modalités de la catégorisation des entreprises dudit secteur ont été fixées par arrêté n° 166/A/MINMAP du 07 juin 2022 qui organise l'opération autour de trois (03) sous-secteur d'activités : (i) Routes, (ii) Bâtiments et Équipements Collectifs, et (iii) Autres Infrastructures.

En application de l'article 11 dudit arrêté, l'Autorité chargée des Marchés Publics lance un appel à candidature, en vue de la catégorisation des entreprises relevant du **sous-secteur d'activités « Bâtiment et Équipements Collectifs »**.

Ledit sous-secteur comprend notamment :

- les travaux de construction et de démolition des bâtiments et équipements collectifs ;
- les travaux de réhabilitation et d'entretien des bâtiments et équipements collectifs ;
- les travaux d'aménagement des places publiques, des espaces verts, des terrains de sport et de loisirs ;
- les travaux de maintenance ;
- la fourniture de mobiliers et des installations annexes directement ou indirectement rattachés aux travaux de bâtiments et équipements collectifs.

2. Objet

Le présent avis d'appel à candidature vise à catégoriser les entreprises de droit camerounais désirant réaliser des travaux relevant du **sous-secteur « Bâtiment et Équipements Collectifs »** pour le compte de l'État et de ses démembrements, dans l'une **des cinq (5) catégories suivantes**, sous réserve de la satisfaction des critères d'évaluation précisés dans le Règlement de l'Appel à Candidature. Il s'agit de :

Catégorie par ordre d'importance croissant	Chiffre d'affaires annuel	Importance des travaux
E	N'excède pas 15 000 000 F CFA	Moindre envergure ou de faible complexité
D	Supérieur à 15 000 000 F CFA et n'excède pas 250 000 000 F CFA	Moyenne envergure ou de niveau de complexité intermédiaire
C	Supérieur à 250 000 000 F CFA et n'excède pas 3 000 000 000 F CFA	Grande envergure ou de niveau de complexité assez important
B	Supérieur à 3 000 000 000 F CFA et n'excède pas 10 000 000 000 F CFA	Grande envergure ou d'un grand niveau de complexité
A	Supérieur à 10 000 000 000 F CFA	Très grande envergure quel que soit le niveau de complexité

3. Obtention du Dossier d'Appel à Catégorisation.

Le Dossier d'Appel à Catégorisation peut être téléchargé sur les sites web de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP), <https://www.armac.cm> et du Ministère des marchés publics, <https://www.marchespublics.cm> (COLEPS).

4. Composition du dossier de demande de catégorisation

Le candidat devra présenter un dossier de demande de catégorisation comprenant **deux (02) volumes** séparés et déclinés comme suit :

Volume 1 : Dossier administratif

Les pièces administratives ci-après seront présentées par le candidat :

- 1A) *une demande timbrée adressée à l'Autorité chargée des Marchés Publics, précisant la catégorie sollicitée ;*
- 1B) *une quittance de versement des frais à payer au Trésor Public pour l'instruction du dossier de demande de catégorisation d'un montant de :*
 - Catégorie A : 300 000 F CFA
 - Catégorie B : 200 000 F CFA
 - Catégorie C : 100 000 F CFA
 - Catégorie D : 50 000 F CFA
 - Catégorie E : 25 000 F CFA
- 1C) *une attestation d'immatriculation accompagnée d'un document d'informations sur le personnel employé (DIPE) délivrée par l'organisme en charge de la prévoyance sociale (datée d'au plus trois (03) mois) ;*
- 1D) *une attestation de non-faillite délivrée par le greffe du Tribunal du lieu du siège du candidat (datée d'au plus trois (03) mois) ;*
- 1E) *deux copies de la déclaration statistique et fiscale des trois (03) dernières années ou depuis la création de l'entreprise, si cette dernière existe depuis moins de trois (03) ans ;*
- 1F) *un plan de localisation de l'entreprise signé de son dirigeant et assorti des photos du bâtiment abritant le siège ;*
- 1G) *une copie certifiée conforme du certificat d'immatriculation au registre de commerce (datée d'au plus trois (03) mois) ;*

- 1H) une autorisation permanente de vérification des déclarations, suivant le formulaire 1 en annexe ;
1I) une attestation d'immatriculation délivrée par l'administration fiscale (numéro d'identifiant unique).

Volume 2 : Dossier technique

Le candidat devra présenter séparément les documents ci-après :

- 2A) les références techniques, accompagnées des justificatifs des prestations indiquant notamment, la nature et le montant des prestations exécutées, leurs périodes et lieux d'exécution, ainsi que les noms et adresses des Maîtres d'Ouvrage ou Maîtres d'Ouvrage Délégués concernés ;
2B) la liste des matériels et équipements disponibles, assortie des moyens de preuve de leur propriété ;
2C) la liste du personnel permanent de maîtrise et d'encadrement, précisant leurs qualifications professionnelles et assortie des justificatifs exigés ;
2D) la police d'assurance responsabilité civile chef d'entreprise.

N.B. : Les justifications à fournir par les entreprises pour la qualification et la classification, sont précisées dans le présent Dossier d'Appel à Catégorisation.

5. Remise des dossiers de demande de catégorisation

Les dossiers de demande de catégorisation rédigés en anglais ou en français en **Sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies** respectivement marqués comme tels, devront être déposés, contre récépissé, à la **Cellule d'Appui et de Liaison avec les Commissions Centrales de Contrôle des Marchés (CALICCCM)** sise au 1^{er} étage du Bâtiment "C" du Ministère des Marchés Publics – Yaoundé (en face de la boulangerie KALAFATAS), porte _____, au plus tard le 13.1 AOUT 2023 à **15 heures 30 minutes** précises et porteront les mentions suivantes :

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

N° 002 /AC/PR/MINMAP/CCE-BTP DU 19 JUL 2023

**EN VUE DE LA CATEGORISATION DES ENTREPRISES RELEVANT DU
SOUS-SECTEUR « BATIMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS »**

NB : Chaque candidat présentera, en plus des exemplaires suscités, une copie de sauvegarde de son dossier de demande de catégorisation enregistrée sur clé USB (format PDF ou JPEG), sous pli scellé, avec l'indication « copie de sauvegarde » et portant les mentions de l'avis ci-dessus.

6. Critères de catégorisation des entreprises

6.1. Critères éliminatoires

- absence ou non-conformité d'une pièce administrative au-delà du délai de soixante-douze (72) heures à compter de la date de notification au candidat, pour la production de la pièce concernée ;
- manœuvre frauduleuse, fausse déclaration ou pièce falsifiée.

6.2. Critères de qualification

- conformité de l'entreprise aux dispositions légales et réglementaires régissant l'accès à la commande publique ;
- références des prestations déjà réalisées ;
- plan de localisation de l'entreprise signé de son dirigeant, assorti des photos du bâtiment abritant le siège.

Pour être qualifiée, l'entreprise devra satisfaire à tous les critères de qualification ci-dessus.

6.3. Critères de classification

- chiffre d'affaires ;
- expérience dans la réalisation des prestations concernées ;
- effectif et niveau d'expertise du personnel permanent ;
- importance des moyens techniques et logistiques disponibles ;
- niveau de respect de la législation du travail en vigueur au Cameroun ;
- expérience du personnel clé pour les entreprises nouvellement créées ou qui s'engagent pour la première fois dans le secteur du BTP.

La classification d'une entreprise dans une catégorie donnée est conditionnée par la satisfaction de tous les critères et sous-critères liés à ladite catégorie.

NB : L'Autorité chargée des Marchés Publics se réserve le droit de classer tout candidat dans la catégorie qui correspond à son dossier indépendamment de la catégorie sollicitée. Par ailleurs, aucun candidat ne pourra être classé dans une catégorie supérieure à celle sollicitée.

7. Publication des résultats

Au terme de l'examen des dossiers de demande de catégorisation, les entreprises catégorisées seront informées des résultats par communiqué de l'Autorité chargée des Marchés Publics publiés dans le Journal des Marchés de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et sur la plate-forme informatique dédiée à la gestion en ligne des Marchés Publics (COLEPS) ou tout autre organe de publication habilité.

8. Renseignements complémentaires

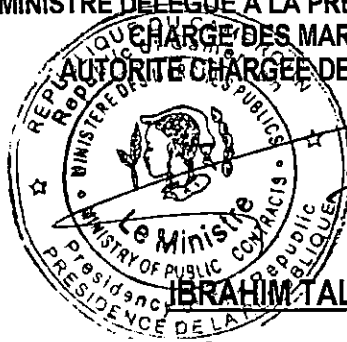
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la **Cellule d'Appui et de Liaison avec les Commissions Centrales de Contrôle des Marchés (CALICCCM)** sise au 1^{er} étage du Bâtiment "C" du Ministère des Marchés Publics – Yaoundé (en face de la boulangerie KALAFATAS), porte _____, aux heures ouvrables ou par e-mail à l'adresse suivante : ccebtminmap@gmail.com.

Copies:

- DG/ARMP
- P/CCE-BTP

Yaoundé, le 19 JUL 2023

LE MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
CHARGE DES MARCHES PUBLICS,
AUTORITE CHARGE DES MARCHES PUBLICS



IBRAHIM TALBA MALLA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

PRESIDENCY OF REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

CALL FOR APPLICATIONS

No. 0002 /AC/PR/MINMAP/CCE-BTP OF 19 III 2023
FOR THE CATEGORISATION OF ENTERPRISES OF THE
“BUILDING AND COMMUNITY FACILITIES” SUB-SECTOR OF ACTIVITIES

1. Context

The Cameroon Public Contracts system witnessed a reform in 2018 materialised by Decree No. 2018/366 of 20 June 2018 of the President of the Republic to institute the Public Contracts Code. This instrument brought several innovations namely the possibility offered to a Project Owner or a Delegated Project Owner to reserve access to some contracts to enterprises of the Building and Public Works of a certain category.

Pursuant to it, the terms and conditions for the categorisation of enterprises of the said sector were laid down by Order No. 166/A/MINMAP of 7 June 2022 which organises the exercise around three (3) sub-sectors of activities: (i) Roads, (ii) Building and Community Facilities, and (iii) Other Infrastructure.

In pursuance of Article 11 of the said order, the Authority in charge of Public Contracts launches a call for applications, for the categorisation of enterprises of the “**Building and Community Facilities**” sub-sector of activities.

The said sub-sector notably comprises:

- construction and building and community facilities demolition works;
- rehabilitation and maintenance of building and community facilities works;
- development of public squares, green spaces, sports and leisure grounds works;
- maintenance works
- ancillary supplies and facilities directly or indirectly related to building and community facilities works.

2. Subject

This call for applications aims at categorising Cameroon law enterprises wishing to execute works in the “**Building and Community Facilities**” sub-sector of activities for the State and its services, in one of the **following five (5) categories**, subject to fulfilling the evaluation criteria specified in the Regulations of the call for Categorisation. They are:

Category in ascending order of importance	Annual turnover	Importance of works
E	Not above 15 000 000 CFAF	Small-scale or low level of complexity
D	Beyond 15 000 000 CFAF and not above 250 000 000 CFAF	Average scale or intermediary level of complexity
C	Beyond 250 000 000 CFAF and not above 300 000 000 CFAF	Quite large scale or with a quite important level of complexity
B	Beyond 3 000 000 000 CFAF and not above 10 000 000 000 CFAF	Large scale or high level of complexity
A	Above 10 000 000 000 CFAF	Very large scale no matter the level of complexity

3. Obtention of the Call for Categorisation File.

The call for Categorisation file may be downloaded from the websites of the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP), <https://www.armp.cm> and of the Ministry of Public Contracts, <https://www.marchespublics.cm> (COLEPS).

4. Composition of categorisation application file

The applicant shall submit a categorisation application file comprising **two (2) separated volumes** and presented as follows:

Volume 1: Administrative file

The following administrative documents shall be presented by the applicant:

- 1A) *a stamped application addressed to the Authority in charge of Public Contracts, specifying the category requested;*
- 1B) *a payment receipt of the fees to be paid at the Public Treasury for the examination of the categorisation application file of an amount of:*
 - Category A: 300 000 CFAF*
 - Category B: 200 000 CFAF*
 - Category C: 100 000 CFAF*
 - Category D: 50 000 CFAF*
 - Category E: 25 000 CFAF*
- 1C) *a registration certificate accompanied by an information document on the personnel employed (DIPE) issued by the organ in charge of social insurance (less than three (3) months old);*
- 1D) *an attestation of non-bankruptcy issued by the Court Registry of the place where the applicant's headquarter is located (less than three (3) months old);*
- 1E) *two copies of the statistical and fiscal declaration for the last three (3) years or since the setting up of the enterprise, if the enterprise exists since less than three (3) years ;*
- 1F) *a location plan of the enterprise signed by its manager and with the photographs of the building hosting the headquarter;*
- 1G) *a certified true copy of the registration certificate to the Trade Register (less than three (3) months old);*
- 1H) *a permanent authorisation for the verification of statements, following form 1 in the annex;*

1I) a registration certificate issued by the tax administration (unique identification number).

Volume 2: Technical File

The applicant shall present separately the following documents:

- 2A) the technical references, accompanied by supporting documents for the services indicating notably, the nature and the amount of the services executed, their periods and places of execution, as well as the names and addresses of the Project Owners and Delegated Project Owners concerned;
- 2B) the list of available material and equipment, together with the proofs of their ownership;
- 2C) the list of permanent managerial and supervisory staff, specifying their professional qualifications with the required supporting documents;
- 2D) the company manager third party insurance policy.

N.B. : The justifications to be provided for the qualification and classification are specified in the call for Categorisation file and submitted by the enterprises.

5. Submission of categorisation application file

Drafted in English or in French in **seven (7) copies including an original and six (6) copies** labelled respectively as such, the categorisation application file shall be submitted against receipt, at the **Central Contracts Control Boards Support and Liaison Unit (CALICCCM)**, located at the 1st floor, Building "C" of the Ministry of Public Contracts – Yaounde (opposite Boulangerie CALAFATAS), door _____, latest on 19 JUL 2023 at **3.30 pm** prompt, and shall carry the following indications:

CALL FOR APPLICATIONS

No. 002 /AC/PR/MINMAP/CCE-BTP OF 19 JUL 2023

FOR THE CATEGORISATION OF ENTERPRISES OF THE "BUILDING AND COMMUNITY FACILITIES" SUB-SECTOR OF ACTIVITIES

NB: Each applicant shall provide, in addition to the copies mentioned above, a safeguard copy of his categorisation application file registered in a USB key (PDF or JPEG format), in a sealed envelope, with the indication « safeguard copy » and carrying the indications of the above notice.

6. Criteria for the categorisation of enterprises

6.1. Eliminary criteria

- absence or non-conformity of an administrative document beyond the seventy two (72) hours deadline from the date of notification to the candidate, for the submission of the document concerned ;
- fraudulent scheme, false declaration or forged document.

6.2. Qualification criteria

- compliance of the enterprise with the legal and statutory provisions governing access to public procurement;
- references of services already accomplished;
- location plan of the enterprise signed by its manager, coupled with the photographs of the building hosting the headquarter.

To be qualified, the enterprise shall fulfill all the qualification criteria above.



6.3. Classification criteria

- turnover;
- experience in the accomplishment of the services concerned;
- permanent staff strength and level of expertise;
- importance of available technical and logistical means;
- compliance level with labour law in force in Cameroon;
- experience of the key personnel for newly set up enterprises or which are engaging themselves in the Building and Public Works sector for the first time.

The classification of an enterprise in a given category is subject to the fulfilment of all the criteria and sub-criteria relating to the said category.

NB : The Authority in charge of Public Contracts shall reserve the right to classify any candidate in the category that corresponds to its file irrespective of the category requested. Moreover, no candidate shall be classified in a category above the category requested.

7. Publication of results

After reviewing the categorisation application file, the results of categorised enterprises shall be announced through a release by the Authority in charge of Public Contracts published in the Public Contracts Logbook of the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP) and on the computer platform assigned to the online management of Public Contracts (COLEPS) or any authorised publication organ.

8. Further information

Additional information may be obtained during working hours at the **Central Contracts Control Boards Support and Liaison Unit (CALICCCM)**, located at the 1st floor, Building "C" of the Ministry of Public Contracts – Yaoundé (opposite Boulangerie CALAFATAS), door _____ or by e-mail to the following address: ccebtminmap@gmail.com.

Copies:

- DG/ARMP
- P/CCE-BTP

Yaoundé, 19 JUL 2023

IBRAHIM TALBA MALLA,

MINISTER DELEGATE AT THE PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
IN CHARGE OF PUBLIC CONTRACTS,
AUTHORITY IN CHARGE OF PUBLIC CONTRACTS

